



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article2619>

# MAURITANIE : Comment réussir un putsch avec l'aide de la France

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 13 novembre 2009

---

Union des Forces de Progrès

---

Un an, jour pour jour ! Le 5 août 2009, l'"ancien " général est investi président de la République Islamique de Mauritanie. Le 6 août 2008, il renversait le président, Sidi ould Cheikh Abdallahi, démocratiquement élu. Trois mois plus tard, la visite officielle d'Abdel Aziz à Paris a scellé le processus de légitimation, auquel la France a pris toute sa part, d'un coup d'Etat dans un pays " stratégique ". Le 27 octobre dernier, les artisans du hold-up, Claude Guéant, Robert Bourgi et Alain Joyandet (voir page suivante) pouvaient donc se réjouir à l'occasion du dîner privé donné à Paris par Abdel Aziz. Pour les Mauritaniens, c'est la confiscation pure et simple de leur démocratie.

### **Des élections faussées et truquées**

Mais le scrutin présidentiel du 18 juillet 2009, qui a vu la victoire dès le premier tour d'Abdel Aziz, a connu une fraude sophistiquée d'une rare ampleur. En amont, la junte a bloqué la mise en place du gouvernement de transition national supervisant l'organisation du scrutin. Elle a ainsi pu faire truquer les listes électorales par des " experts " marocains et sénégalais et mené des campagnes d'achat de cartes d'électeurs. Les putschistes ont également quadrillé le pays grâce aux nominations administratives et par la mobilisation des tribus, achetées et ralliées à l'homme fort du moment. Les putschistes ont également enfreint la constitution. Outre le fait que le coup d'Etat renversait l'ordre constitutionnel, le délai de 45 jours entre l'annonce d'une élection et son déroulement ne fut pas respecté, le décret de convocation de l'élection fut signé par le seul Premier ministre alors que le ministre de l'Intérieur aurait aussi dû le parapher.

C'était insuffisant : la junte a dû aussi truquer le scrutin pendant et après son déroulement, les observateurs internationaux condamnant la présence envahissante des militaires (jusque dans les bureaux de vote), la propagande des supporters de M. Abdel Aziz aux abords de centres de vote, la distribution de bulletins prénotés, l'achat de cartes d'électeurs et des électeurs de l'opposition<sup>1</sup> finalement non inscrits. A cette liste, il faut ajouter, ceux à qui, lorsqu'ils se sont présentés, on a dit qu'ils avaient déjà voté ou que leurs bureaux de vote se trouvaient dans d'autres villes du pays, l'absence d'encre indélébile dans certains bureaux, les camions de gendarmes et de militaires votant à plusieurs endroits, ainsi que le bourrage d'urnes<sup>2</sup> et le trafic des résultats pendant le transport (par la gendarmerie) entre les bureaux de vote et les préfectures.... Quelques jours après le scrutin, le président de la Commission électorale nationale indépendante a tout de même démissionné de ses fonctions à cause de " doutes dans [son] esprit sur la fiabilité de ces élections quant au fond. "

### **Le fait accompli reconnu internationalement**

Même si seulement 20 000 voix permettent à M. Abdel Aziz d'éviter un second tour, le résultat fut validé par les quelque 300 observateurs internationaux (pour un pays grand comme deux fois la France et 1,2 millions d'électeurs inscrits). Ces " contrôleurs " étaient cornaqués par une délégation de la très françafricaine Organisation internationale de la francophonie, délégation elle-même dirigée par l'ancien putschiste burundais Pierre Buyoya... Cela fut le point d'orgue de l'acharnement diplomatique français : tous les pays et organisations internationales (UA, FMI, Banque Mondiale, UE...) arguèrent de ce quitus pour reconnaître la victoire électorale d'Abdel Aziz qui ne faisait pourtant qu'entériner un putsch que nombre d'entre eux avait condamné (à l'exception de pays comme le Sénégal, l'Iran ou la Libye). Cette même communauté internationale n'a pas hésité ainsi à piétiner ses propres principes, notamment celui qui exige qu'un putschiste, pour preuve de sa bonne foi, ne se présente pas à l'élection suivante. Un lobbying diplomatique français pro-junte très actif

Dans un premier temps, les autorités françaises ont été divisées face au coup d'état. Le conseiller Afrique de Sarkozy, Bruno Joubert et le Quai d'Orsay, soutenant le président mauritanien renversé, alors que Claude Guéant, Robert Bourgi, Alain Joyandet et la DGSE, militaient pour Abdel Aziz. En novembre 2008, c'est finalement ce clan qui l'emporte. Dès lors, la France mène le bal de la reconnaissance internationale de la junte : petites phrases, réceptions à Paris, conseils, visites en Mauritanie, lobbying et manipulations auprès de la communauté

internationale, particulièrement de l'Union européenne, de l'Union africaine et du Groupe de contact international sur la Mauritanie, notamment pour éviter des sanctions et peser pour l'organisation de la présidentielle... Sans les autorités françaises, Abdel Aziz n'aurait été qu'un président mal élu lors d'un scrutin boycotté par l'opposition et peu reconnu à l'international.

### Les enjeux économiques

Des intérêts économiques ont apporté leur contribution au soutien à Abdel Aziz. Ainsi, Patrick Balkany, fidèle de Nicolas Sarkozy et mentor politique de son fils Jean, a négocié du fer mauritanien pour un oligarque kazakh. L'ancien ministre de la Défense, François Léotard, a fait du lobbying auprès d'Abdel Aziz pour Pizzorno Environnement, Vicat a acheté des parts d'une cimenterie à un cousin du général putschiste. Le directeur pour l'Afrique du Nord de Total, Jean-François Arrighi, a également été reçu récemment par Abdel Aziz. Selon le site d'informations économiques lesafri-ques.com, " Total, qui n'entend pas se faire doubler dans les stratégiques blocs 7 et 8 du bassin Taoudenni par une compagnie américaine, qui a soufflé ses intentions de venir en Mauritanie début juillet 2009, a décidé d'entamer ses opérations à partir de fin septembre 2009 " ..Toujours selon lesafriques.com, Total aurait reçu des garanties de la part des autorités mauritaniennes de rendre plus incitatif et accessible l'environnement fiscal du pays qui vont lui permettre d'investir plus de 100 millions d'euros d'ici à 2010 en vue de couvrir les premières opérations de forage.

### Le terrorisme, l'Elysée et la DGSE

Les enjeux stratégiques de la Mauritanie, notamment autour de la question terroriste et, accessoirement migratoire, semblent avoir fait pencher la balance. Après plusieurs rencontres avec le général Ghazouani (n°2 de la junte), pour lesquelles Robert Bourgi servit d'intermédiaire, Claude Guéant aurait été convaincu de la menace terroriste. Pour eux, il fallait un homme fort à la tête de la Mauritanie, Abdel Aziz était celui-ci. La DGSE paraît, elle aussi, avoir été sur la même longueur d'onde. Trois de ses agents étaient arrivés dans le pays pour traquer les assassins islamistes présumés des touristes français en décembre 2007. Depuis lors, ils assistaient le chef d'état-major du président de la République et chef de la garde présidentielle (BASEP) qui n'était autre que... Abdel Aziz. Ces agents ne pouvaient qu'être au courant des manipulations politiques de ce dernier contre ould Cheikh Abdallahi, le président renversé. Ils auraient même installé des écoutes téléphoniques dans le palais présidentiel. .. Jean-Michel Antona, le premier secrétaire de l'ambassade de France à Nouakchott, poste généralement attribué à un représentant des services fut également accusé (sans aucun démenti) d'être le conseiller occulte du président. Il l'aurait notamment guidé dans la posture à tenir face à la communauté internationale et lors des négociations de Dakar. Il ne faut pas non plus oublier le directeur de cette même DGSE, Erard Corbin de Mangoux, qui fit le déplacement en Mauritanie et reçut à plusieurs reprises Abdel Aziz et son bras droit, Ghazouani, à Paris. Une telle connivence envers des putschistes, interdits de séjour aux Etats-Unis par exemple, vaut pour le moins complicité. Alain Joyandet, seul ministre occidental présent à la cérémonie d'investiture d'Abdel Aziz, a d'ailleurs bien insisté sur la nécessaire solidarité avec un pays menacé par Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI). L'assassinat, revendiqué par AQMI, en juin, d'un ressortissant américain incita d'ailleurs son pays à accepter la victoire d'Abdel Aziz. De même, et pour que seuls les mauvais esprits aient encore des doutes, AQMI envoya un kamikaze se faire exploser à côté de l'ambassade de France ne blessant que deux gendarmes français. Ces attentats soulèvent de nombreuses questions, notamment autour de leur mode opératoire peu sérieux et d'un timing dont bénéficie opportunément à lajunte...

### Des dividendes militaires pour la France

Sarkozy publia dès le lendemain de cet attentat un communiqué soulignant " la même détermination à lutter contre les réseaux terroristes en Mauritanie ". Il a également récemment souligné "l'importance stratégique majeure de la Mauritanie dans la lutte contre le terrorisme". Pour preuve, des échanges de très haut niveau entre les armées mauritaniennes et françaises ont eu lieu. Ainsi, début octobre, une équipe d'experts militaires français s'est rendu en

Mauritanie pour travailler sur les questions de coopération et de formation militaires, en lien avec la lutte antiterroriste, avant de se rendre au Mali et au Niger. Ensuite, le chef d'état-major de l'armée de terre française, le général Eric Iras-torza, puis le chef d'état-major des armées françaises, le général Jean-Louis George-lin, se sont rendus dans le pays pour poursuivre les discussions au plus haut niveau. Des dons de matériel militaire ont aussi été évoqués, même s'il n'est pas encore question de ventes d'armement. De plus, Ghazouani, bras droit d'Abdel Aziz, désormais chef d'état-major des armées mauritaniennes, fait toujours de fréquents séjours à Paris pour rencontrer le gratin élyséen et l'Etat-major français... certains voient également dans la mobilisation militaire française une volonté de protéger les intérêts de Total dans le nord-est du pays, réputé sillonné par AQMI...

### Issa Bâ

*1. Reconnu via leur patronyme pour les Haratin et les Négro-Mauritaniens, ainsi que par leur date d'inscription sur les listes électorales : après l'annulation du scrutin du 6 juin que l'opposition avait appelé à boycotter 2. Un informateur nous a dit que le ministre de l'intérieur, ould Rzeizim, aurait réceptionné 4,5 millions de bulletins, pour une population totale de 3,2 millions d'habitants et 1,2 millions d'électeurs inscrits...*

### Souvent ministre varie

"Nous allons rénover nos accords en Afrique et rééquilibrer nos bases militaires ", avait prévenu Sarkozy lors de la présentation du Livre blanc sur la Défense. Publié au printemps 2008, cette nouvelle " bible " annonçait " à terme, une présence sur la façade atlantique du continent africain et une sur sa façade orientale ", laissant entendre que l'une des bases riveraines de l'Atlantique, Libreville ou Dakar, serait sacrifiée. Le 30 septembre dernier, le ministre de la Défense, Hervé Morin annonçait que la France allait maintenir les deux bases : "J'ai toujours indiqué qu'il y aurait une base permanente sur l'océan Indien et une sur la façade atlantique, avec un cas particulier qui serait le Gabon " a-t-il déclaré avec aplomb ne précisant pas en quoi le Gabon est un cas particulier. Le pouvoir tout neuf du fils Bongo aurait-t-il besoin d'une assurance-vie le temps de sa " consolidation " ? Y-a-t-il encore trop d'intérêts pétroliers en jeu ? Faut-il conserver une présence indispensable dans le golfe de Guinée riche en gisements offshore à l'heure où les marines chinoises et américaines se renforcent dans la zone ? Autant de questions essentielles que n'aborde pas Morin qui termine simplement : "Dans l'état actuel des choses, nos forces restent au Gabon ". Et pour calmer les grincheux, il rajoute : "Pour un temps au moins".

### L'incroyable Monsieur Kouchner

"Je ne dîne pas avec la Françafri-quel ". Théâtral, c'est ce qu'a lancé Kouchner en quittant précipitamment le dîner privé organisé par le nouveau président mauritanien Abdel Aziz (La Lettre du Continent). La soirée rassemblait, fin octobre à Paris, entre autres, son homologue officieux Robert Bourgi, le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, le patron de la DGSE, Erard Corbin de Mangoux, l'ambassadeur de France à Nouakchott, Michel Vandepoorter et le directeur Afrique du Quai d'Orsay, Stéphane Gompertz. Kouchner ne visait tout de même pas ses subordonnés, Joyandet, Gompertz et Vandepoorter ? C'est, en tous les cas, un cri du coeur qui interpelle. Kouchner serait-il enfin revenu à la raison ? Aurait-il quitté les oripeaux de la real-politik et oublié d'être cynique ? Dans un dernier sursaut d'honneur, de clairvoyance et d'humanité, aurait-il décidé de signer l'acte de décès de la Françafrique ?

Mais pas du tout ! Il s'agissait de sauver les apparences ! De montrer qu'il est le patron de la diplomatie française alors que, pour les affaires africaines, tout se décide à l'Elysée autour de Claude Guéant et de Robert Bourgi, toujours aussi influent quoi qu'en disent les commentateurs. Car Kouchner souhaitait que son ministère et lui-même organisent le dîner en l'honneur du général putschiste Abdel Aziz, maîtrisant ainsi les invitations. Et puisque cela s'est avéré impossible, il a tenté d'être le seul haut représentant français invité, sans son secrétaire d'Etat et l'inévitable Bourgi. Bref une nouvelle crise d'ego qui, au passage, révèle cruellement les véritables lieux de pouvoir.

Billets d'Afrique et d'ailleurs

N°185 novembre 2009